

## Chésereux : Entre affiches arrachées et boycott, la campagne sur la fusion dérape

Par [Madeleine Schürch](#). Mis à jour le 05.01.2015

Avec le vol des placards du comité soutenant la fusion d'Asse et Boiron, la tension est encore montée d'un cran.



A Eysins, il ne restait samedi que le cadre de la banderole du comité de soutien à la fusion.

Est-ce une bande de fêtards du Petit Nouvel-An qui a sévi durant la nuit du 2 au 3 janvier ou des opposants à la fusion Asse et Boiron? A peine posé, vendredi dernier, le matériel de campagne de l'association pour la fusion a été volé ou détruit. «On a compté huit banderoles enlevées à Chésereux, trois à Eysins et une à Grens et à La Rippe, ainsi que deux affiches déposées à Chésereux», précise son président Cédric Gorgerat.

Pour lui, il ne s'agit pas de l'œuvre des trois comités antifusion de Chésereux, de Gingins et de La Rippe, mais plus probablement d'un commando d'extrémistes contre la fusion des neuf communes. «Des fêtards auraient tout cassé, or, ici, on a soigneusement enlevé les banderoles en laissant les cadres. Et jusque devant la maison de notre trésorier, à Chésereux!» relève le président, qui a déposé une plainte hier après-midi contre les auteurs de cette opération antidémocratique qui ne fait que monter d'un cran la tension qui existe entre partisans et adversaires de ce mariage.

«Des fêtards auraient tout cassé, or, ici, on a soigneusement enlevé les banderoles en laissant les cadres. Et jusque devant la maison de notre trésorier, à Chésereux!», Cédric Gorgerat, président de l'association pour la fusion.

Alors que l'association ne sait pas encore comment elle répondra à cette provocation, l'impression de nouvelles banderoles n'étant pas prévue à son budget de près de 8000 francs, le comité de pilotage de la fusion, formé des neufs syndics, «appelle tous les citoyens à agir dans le respect des idées de chacun, quelle que soit leur opinion». Quant aux trois comités antifusion, ils ont tous condamné ce vandalisme électoral qui ne peut que desservir leur cause.

Reste que leur boycott des deux soirées d'information-débat organisées ce soir et jeudi à 20h à La Rippe et à Signy-Avenex passe mal. Estimant qu'il ne s'agit que de «séances d'information à la population», les antifusion affirment ne pas vouloir «en profiter pour leur campagne, ce qui ne serait pas correct». Pour eux, le seul et vrai débat sera celui organisé non pas par le comité de pilotage de la fusion, mais par le journal local, le 14 janvier à Chésereux.

Malgré cette défection, les débats de cette semaine, qui devaient eux aussi être menés un modérateur neutre et des représentants de chaque bord, sont maintenus. «On prend acte, mais on regrette que la population n'ait pas l'occasion d'entendre chaque partie. Le débat se fera donc à travers les questions des participants», relève Claude Hibbert Pirl, présidente du comité de pilotage. (24 heures)